

DOC EN POCHE

ENTREZ DANS L'ACTU

Parlons immigration

en 30 questions

François Héran

nouvelle
édition

 La
documentation
Française 

Sommaire

Panorama	5
----------------	---

*L'auteur présente le sujet, son actualité,
et l'illustre de faits, de lois, de chiffres,
de comparaisons internationales*

Questions-réponses	29
--------------------------	----

1 question = 1 double-page de réponse

Étranger, immigré : quelle différence ?	30
Combien d'immigrés en France ?	32
Combien de « secondes générations » ?	34
Comment mesurer les flux migratoires ?	36
Combien d'entrées en France chaque année ?	38
Qu'y a-t-il dans le solde migratoire ?	40
Entrer et séjourner dans l'UE, à quel titre ?	42
Peut-on chiffrer l'immigration illégale ?	44
Depuis quand la France est-elle un pays d'immigration ?	46
D'où viennent les immigrés ?	48
Où vivent aujourd'hui les immigrés ?	50
Pourquoi migrer ?	52
Migrations forcées ou migrations libres ?	54
Le changement climatique déclenche-t-il des migrations ?	56
Où vont les étudiants internationaux ?	58
Peut-on quitter son pays pour s'établir où l'on veut ?	60
Demander l'asile : pourquoi, où, comment ?	62
L'Europe, terre d'asile ?	64
Que donnerait l'ouverture des frontières ?	66

L'Europe a-t-elle une politique migratoire commune ?	68
Droit du sang ou droit du sol ?	70
La France accepte-t-elle la double nationalité ?	72
Les « statistiques ethniques » sont-elles légales ?	74
La France se passerait-elle des immigrés ?	76
Peut-on prévoir les migrations ?	78
Les Subsahariens en route vers l'Europe ?	80
Sait-on ce que coûte l'immigration ?	82
La France serait-elle aussi féconde sans l'immigration ?	84
Quel sens au « grand remplacement » ?	86
La traite esclavagiste, une forme de migration ?	88
Le racisme peut-il être systémique ?	90
Quels critères d'intégration ?	92
L'intégration en panne ?	94

@ vous la parole	97
------------------------	----

*Une interaction avec les internautes
de vie-publique.fr : la mise en ligne,
lors de la parution de l'ouvrage,
des réponses à une sélection de questions*

Bibliographie et sitothèque	105
-----------------------------------	-----

*Pour aller + loin : les principaux livres
et sites internet*

// Crise des réfugiés et impact sur la demande d'asile, fermeture des frontières pour lutter contre la Covid-19, ces événements ont marqué l'actualité de l'immigration. Sans simplifier les réalités complexes et en dissipant les idées reçues, on puisera à bonne source les données qui établissent les ordres de grandeur du phénomène migratoire et on replacera l'immigration en France dans un contexte européen et mondial. //

■ La migration, un objet multidisciplinaire, une réalité mouvante, toujours difficile à saisir

La migration internationale est un phénomène complexe, de nature à la fois démographique, géographique, juridique, économique, sociologique et politique. Outre les disciplines centrées sur chacune de ces dimensions, l'étude des migrations mobilise toujours plus l'histoire, l'anthropologie, l'archéologie, la philosophie morale et politique, la psychologie sociale, la santé publique, l'épidémiologie et, plus récemment, la climatologie... Un éventail aussi large ne permet pas de bâtir une « science des migrations » qui serait unifiée, d'autant que les multiples facettes du phénomène varient fortement d'un pays à l'autre.

Par définition, la migration internationale est une réalité mouvante. Elle n'a pas la régularité des séries annuelles de naissances et de décès, elle ne cesse de réserver des surprises, comme l'a montré en 2015 la « crise européenne des réfugiés », encore appelée « crise des migrants ».

On peut certes approcher les migrations par des méthodes qualitatives. On dispose désormais d'observations prolongées sur les parcours individuels et familiaux, les stratégies de survie ou d'insertion, les interactions aux guichets, le travail des humanitaires, les pratiques d'hospitalité ou de rejet, etc. En restituant les expériences vécues par tous les acteurs de la migration, ces études permettent de saisir le décalage souvent considérable qui sépare la parole officielle de la réalité des pratiques. Elles éclairent ce que des politistes américains (James Hollifield et son école) ont appelé le *policy gap*, à savoir le fossé qu'on observe régulièrement entre les objectifs des politiques (qui sont souvent des objectifs chiffrés) et leur réalisation sur le terrain, un fossé que le législateur tente désespérément de combler par une inflation de lois visant à durcir les conditions d'admission au séjour ou d'accès à la citoyenneté (une loi tous les seize mois en moyenne en France, depuis 1993).

L'approche quantitative, qui consiste d'abord à prendre la mesure du phénomène migratoire, ne doit pas pour autant être négligée. Ses véritables proportions

doivent être rétablies en pratiquant les comparaisons nécessaires dans le temps et dans l'espace. Qu'il s'agisse des politiques migratoires ou de la place que doit occuper la migration dans nos sociétés, les interrogations débattues dans l'espace public sont souvent de nature quantitative.

Citons les plus communes : y a-t-il trop d'immigrés ? Avons-nous les « capacités d'accueil » suffisantes ? Font-ils assez d'efforts pour s'intégrer ? Quel sera l'impact de leur taux de fécondité sur les « équilibres démographiques » du pays ? Quel est le pourcentage de demandeurs d'asile déboutés qui restent sur place ? Et ainsi de suite. Plusieurs sondages les soumettent régulièrement à l'avis du public (cf. p. 95).

Il est important de recadrer les débats car on peut impressionner le profane à bon compte en maniant quelques chiffres absolus. Une erreur classique des démographes amateurs consiste à projeter pour les décennies suivantes les écarts actuels de fécondité entre immigrés et natifs et à oublier de prendre en compte la convergence des comportements, qui est une tendance parfaitement attestée (cf. p. 85).

Une autre pratique consiste à manier des chiffres absolus pour impressionner l'opinion, là où la mesure du phénomène et sa juste comparaison internationale nécessitent des chiffres relatifs, c'est-à-dire rapportés à la population de chaque pays.

Ainsi, dans un domaine apparemment différent, la pandémie de Covid-19 nous a appris que la progression de la contamination ne se mesure pas au nombre absolu de cas mais au « taux d'incidence », c'est-à-dire au nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants dans une période donnée – équivalent exact du taux d'immigration en démographie (proportion de nouveaux entrants en l'espace d'un an). Quand on passe des chiffres absolus aux chiffres relatifs, le classement des départements ou des pays est alors évidemment modifié.

Allemagne, Espagne, France : trois logiques migratoires

L'évolution comparée des soldes naturels et des soldes migratoires d'un pays européen à l'autre est riche d'enseignements (figure ci-contre).

En Allemagne, le solde naturel devient négatif dès 1972 : la fécondité baisse, les décès sont plus nombreux que les naissances. Premier pays du monde à entrer durablement dans ce nouveau régime démographique, sa population continue de croître, mais uniquement par le jeu des migrations. Dans les années 1960-1972, l'immigration de travail supposée ne pas durer vient surtout de l'Europe du Sud et de la Yougoslavie ; elle s'interrompt brièvement dans les années de récession économique. Mais en 1973, à la suite de la guerre du Kippour et du quadruplement des prix du pétrole, les autorités allemandes suspendent l'immigration économique.

Combien d'immigrés en France ?

10,2 % de la population sans les immigrés nés Français, 12,7 % avec eux

En 2020, selon les estimations de l'Insee, 12,7 % des habitants de la France sont nés à l'étranger, y compris les Français de naissance. Sans ces derniers, les immigrés au sens strict du terme sont 6,8 millions pour 67,3 millions d'habitants, soit 10,2 % de la population. On peut relever ce taux à 11 % pour tenir compte des irréguliers installés en France depuis au moins un an.

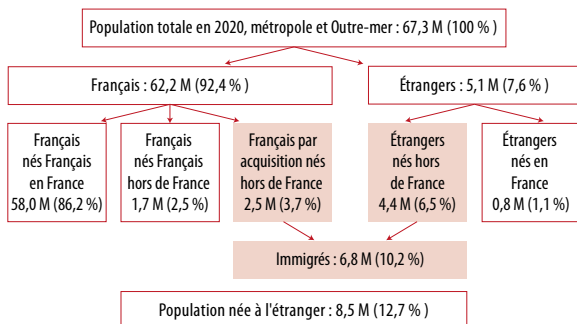
Moins que dans la plupart des pays occidentaux

12,7 % de résidents nés à l'étranger, c'est moins que dans les grands pays industrialisés : Australie (30 %), Suisse (30 %), Canada (21 %), Suède (20 %), Autriche (19 %), Allemagne (16 %), États-Unis (15 %), Royaume-Uni (14 %), Espagne (15 %), Pays-Bas (13 %). C'est plus qu'en Italie (10 %), mais loin des deux extrêmes que sont les pays du Golfe (70 % !) et les « géants démographiques » : Chine, Inde, Brésil, Indonésie (moins de 1 %). Les écarts sont tels qu'il est impossible d'en déduire une proportion optimale d'immigrés : ce concept n'est pas scientifique mais politique.

Les femmes désormais à parité avec les hommes

Les immigrés vivant en France comptent 51,5 % de femmes, contre seulement 44 % en 1975. Cette progression est due à trois facteurs : l'arrêt de l'immigration de travail en 1974, la poursuite du regroupement familial depuis, et l'autonomie croissante des femmes dans la décision de migrer.

Français, étrangers et immigrés en 2020



Source : Insee, estimations de population, en millions d'habitants, d'après l'enquête annuelle de recensement.

Stock ou flux? Une distinction majeure en démographie

» » » Lors du débat sur la loi « Asile et immigration », en avril 2018, Serge Letchimy, député de la Martinique, dénonça l'application aux immigrés du mot « stock », qui évoquait à ses yeux les captifs « stockés dans les cales des négriers », comme dans l'album de Tintin, *Coke en stock* (1958). En fait, c'est un terme technique employé par les démographes du monde entier. L'ONU met en ligne deux bases de données : International Migrant Stock et International Migration Flows. Ces termes ne sont pas réservés aux immigrés. Une population recensée à un instant t est un stock ; les entrées et sorties qui l'alimentent chaque année sont des flux, qu'il s'agisse de naissances ou de décès, d'immigrations ou d'émigrations.

Peut-on prévoir les migrations ?

Uniquement en prolongeant le passé

Les projections démographiques peuvent aisément laisser entrevoir l'évolution de la mortalité ou de la fécondité pour les décennies à venir, car les personnes âgées ou les femmes en âge d'avoir des enfants figurent déjà dans la pyramide des âges. Ce n'est pas le cas des migrants, dont l'afflux est imprévisible. L'idée que leur nombre s'accroît avec la mondialisation ou le dérèglement climatique est trop générale. C'est pourquoi les projections de l'ONU se contentent d'estimer pour chaque continent une fourchette de soldes migratoires qui encadrent le prolongement des tendances actuelles de fécondité et de mortalité.

Quand les filières tendent à se perpétuer

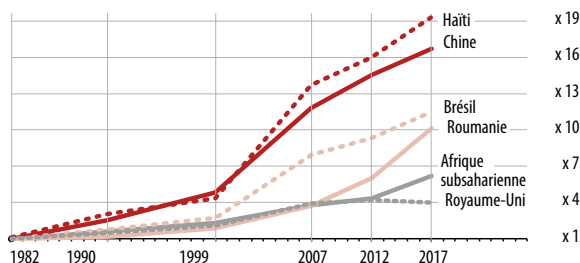
Les scénarios portant sur l'évolution des entrées et des sorties restent donc très limités. Mais l'hypothèse de continuité fait sens si les filières s'auto-entretiennent par le mariage dans le pays d'origine. C'est le cas des migrations issues du Maghreb ou du nouveau Commonwealth. Autre facteur d'inertie, les lois qui enjoignent de maîtriser la langue du pays d'accueil avant même d'y entrer (comme on le fait en France pour le regroupement familial). Elles renforcent les flux en provenance des ex-colonies.

Mais on peut aussi prévoir l'inversion cyclique de certains flux, par exemple quand un afflux d'étudiants engendre des retours prévisibles quelques années plus tard.

Des effets prévisibles et beaucoup d'imprévus

- »»» Le développement du pays de départ peut tarir l'émigration. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'Union européenne en 1986 en offre un exemple. À l'opposé, que de migrations imprévues ! Les Albanais libérés par la chute du communisme (1991), les exilés des guerres de l'ex-Yougoslavie (1992), les Équatoriens ruinés par la crise bancaire (2000), les Syriens chassés par la guerre civile (depuis 2011), les Vénézuéliens fuyant le régime chaviste (depuis 2013), la minorité musulmane des Rohingyas expulsée de Birmanie (2017)...

Les nouveaux courants migratoires : des débuts toujours spectaculaires



Multiplication des effectifs des nouveaux groupes d'immigrés recensés en France, calculée depuis 1982.

Source : Insee

- »»» Quand un nouveau courant migratoire apparaît, ses effectifs se multiplient d'abord à un rythme spectaculaire avant de se stabiliser : les Portugais en France, les Mexicains aux États-Unis. Les projections qui perpétuent le rythme initial des entrées pour prédire un afflux durable sont erronées.

Quel sens au « grand remplacement » ?

Une triple dénonciation

Lancée en 2010 par l'écrivain Renaud Camus proche des milieux d'extrême droite, l'expression « grand remplacement » – ou la « théorie du remplacement » – est censée pointer trois dangers : 1. le remplacement des natifs, français « de souche », par une immigration trop féconde ; 2. le « changement de civilisation » qui en résulterait au profit des cultures d'origine des immigrés et de l'islam ; 3. la dissolution des nations dans la mondialisation, orchestrée par l'ONU ou l'UE.

À l'origine, un rapport de l'Onu pris pour cible

Un rapport de la division de la Population des Nations unies publié en 2000 eut un retentissement mondial ; son objectif initial était de sensibiliser les gouvernements au vieillissement et à l'allongement de la vie (voir ci-contre). Les projections démographiques proposées à l'horizon 2050 et la question de l'immigration comme moyen d'enrayer les baisses de population ont été détournées, notamment par le Front national, suscitant des contresens.

Le mythe du complot concerté entre l'ONU et l'Union européenne

Les démographes de l'ONU avaient conclu qu'il était impossible de contrer le vieillissement de l'Europe en misant sur la seule immigration. La lecture complotiste du rapport a pris ce scénario fictif pour un souhait : la projection est convertie en projet, le scénario pour l'Europe en un plan européen et l'horizon 2050 en une action des années 1950.

Miser sur l'immigration pour contrer le vieillissement ?

- » » » Publié en 2000, le rapport de l'ONU sur les « migrations de remplacement » présente cinq scénarios à l'horizon 2050. Il conclut que l'immigration peut enrayer la baisse de population ou la baisse du nombre d'actifs, mais aucunement geler le rapport numérique entre les générations. Si la migration atténue le vieillissement des populations – un peu en France, davantage en Allemagne –, elle ne saurait l'abolir. Une démonstration par l'absurde, pas toujours comprise.

Remplacement : une notion démographique dévoyée

- » » » Pour les démographes, une génération assure son remplacement si elle a en moyenne deux enfants qui atteignent l'âge de fécondité, peu importe l'origine des familles. Dans cette optique, la diversité et le brassage des populations n'appellent aucun jugement de valeur. La crainte identitaire du « remplacement » pousse à surveiller l'origine des nouveau-nés et à mesurer la progression des minorités. Mais il faut rappeler que les projections du rapport immigrés/natifs doivent prendre en compte la convergence des comportements de fécondité au fil des générations.

Vivre avec le vieillissement... et avec l'immigration

- » » » Trois facteurs accroissent la part des personnes âgées : une fécondité sous le seuil de remplacement (« vieillissement par le bas »), l'allongement de la vie (« vieillissement par le haut ») et le fait que les baby-boomers, après avoir rajeuni la pyramide des âges, finissent par la vieillir. Revenir sur ce passé est impossible. Les jeunes immigrés ne remplacent pas les natifs, ils s'y ajoutent. Et ils vieilliront à leur tour...